

[2 CONFIDENTIAL]

UNARCHIVES

SERIES	<u>S-1062</u>
BOX	<u>7</u>
FILE	<u>1</u>
ACC.	<u>1998/0282</u>

REPUBLIQUE RWANDAISE



MINISTERE DE LA JUSTICE  
B.P. 160 Kigali

Kigali, le 17 JAN. 1995  
N° 78/06-07

Réf. N° :

Annexe :

Objet : Demande d'aide  
financière.

Monsieur le Chef de Mission des  
Nations Unies pour l'Assistance au  
RWANDA - KIGALI.

Monsieur le Chef de Mission,

Référence faite à notre entretien  
dans mon bureau, j'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir  
intervenir auprès de la Mission des Nations Unies pour l'Assistance  
au Rwanda pour obtenir en faveur du Ministère de la Justice une aide  
financière qui lui permettra de payer les salaires des magistrats et  
des inspecteurs de Police Judiciaire à recruter.

En effet, Monsieur le Chef de Mission,  
le Ministère de la Justice doit relancer les activités des services  
judiciaires qui ont été arrêtées suite à la guerre que le Rwanda vient  
de connaître. A ce titre, il faudra recruter 43 magistrats de la Cour  
Suprême avec cinq sections (Cour de Cassation, Conseil d'Etat,  
Cour Constitutionnelle, Cour des Comptes et le Département des Cours et  
Tribunaux) et son Parquet Général, 50 magistrats des quatre Cours  
d'Appel et de leurs quatre Parquets Généraux, 324 magistrats des  
Tribunaux de Première Instance et des Parquets de la République y  
attachés, 425 magistrats des Tribunaux de Canton et 213 inspecteurs de  
Police Judiciaire devant oeuvrer aux côtés des Officiers du Ministère  
Public.

J'annexe à la présente une note  
explicative.

Aussi et puisque plusieurs suspects  
ont été appréhendés sans dossiers et sans respecter les procédures,  
nous avons institué une commission pour trier ces gens afin de libérer  
les innocents et déférer devant la Justice les présumés coupables.

.../...

Nous sollicitons donc de votre bienveillance l'appui matériel et logistique de la civilpol à cette opération que nous estimons très urgente vu la capacité d'accueil de nos établissements pénitentiaires.

Avec l'espoir que cette demande trouvera une suite qu'elle mérite, je vous saurais infiniment gré, Monsieur le Chef de Mission, de bien accepter l'expression de ma profonde gratitude.

NKUBITO Alphonse Marie,  
Ministre de la Justice.



Copie pour information à :

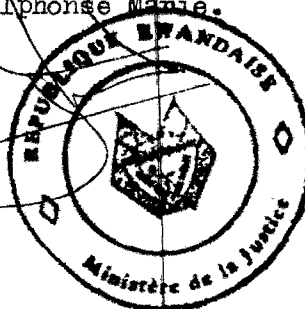
- Son Excellence Monsieur le  
Président de la République  
KIGALI.
- Son Excellence Monsieur le  
Premier Ministre  
KIGALI.
- Monsieur le Ministre des Affaires  
Etrangères et de la Coopération  
KIGALI.
- Monsieur le Ministre de la Défense  
KIGALI.

DEMANDE D'APPUI AU MINISTÈRE EN MATIÈRE DES SALAIRES  
DU PERSONNEL JUDICIAIRES

Afin de refaire fonctionner l'appareil judiciaire au RWANDA, une aide financière pour l'achat du matériel et le paiement des salaires du personnel à recruter s'avère nécessaire et urgente. Conformément à la loi fondamentale, il faut installer la Cour Suprême et ses différents services. Concernant le matériel, un autre document détaillant les besoins a été préparé. Quant au personnel, nous comptons actuellement 7 magistrats seulement de la Cour de Cassation, du Conseil d'Etat et de la Cour des Comptes. Avec la création de la Cour Suprême et ses cinq sections à savoir: La Cour Constitutionnelle, La Cour de Cassation, le Conseil d'Etat, la Cour des Comptes et le département des cours et tribunaux, les magistrats ne seront pas en dessous de 44.

Au 31 mars 1994, les cours, tribunaux et parquets du pays, la situation du personnel (magistrats) montrait qu'il y avait 785 magistrats tandis qu'actuellement, nous n'avons que 114. Le nombre d'inspecteurs de police judiciaire pour tous les 5 parquets (parquet général près la Cour de Cassation et 4 parquets généraux des cours d'appel (KIGALI, NYABISINDU, CYANGUGU, RUHENGARI), et les 12 parquets de la République (KIGALI, RUSHASHI, NYAMATA, GITARAMA, BUTARE, GIKONGORO, CYANGUGU, KIBUYE, GISURUYI, RUHENGARI, BYUMBA, KIBUNGO) s'élevait à 235 au 15 octobre 1994, il s'est présenté uniquement 22 IPJ. Nous nous proposons de recruter 343 IPJ, un IPJ par commune (145) et 16 par parquet de la République. Ce nombre permettrait au système de la Police de refonctionner, Ceci est impérieux pour pouvoir restaurer la sécurité des biens et des personnes. De même, il faudrait recruter 369 greffiers, 126 secrétaires, 276 dactylographes et 413 plantons et veilleurs (pour tous les services judiciaires). Globalement, le paiement des salaires mensuels de ce personnel se chiffre à 48.453.511 Frs. soit 358.000\$.

Le Ministre de la Justice,  
IKUBITO Alphonse Manie.



UNITED NATIONS

ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA

UNAMIR



NATIONS UNIES

MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA



95 JAN 21 08 34 OUTGOING CODE CABLE

File  
CRN 020/1044

TO: ANNAN/HANSEN, UNATIONS, NEW YORK

FROM: TOUSIGNANT, UNAMIR, KIGALI

DATE: 20 January 1995

NUMBER: MIR 211

SUBJECT: Request for Financial Assistance from Rwandan Justice Ministry.

References: Rwandan Ministry of Justice 78/06-07 dated 17 Jan 95 (enclosed).

1. The enclosed letter asks for assistance in the funding of salaries of personnel within the Rwandan judiciary, and Civpol assistance in support of the justice process.

2. I intend to hold discussions with the head of UN Human Rights Commission and UN Development Programme after the latter returns to Kigali around 25 January. I would be grateful of your guidance on options by close of business Tuesday 24th.



MINISTERE DE LA JUSTICE  
B.P. 160 Kigali

Kigali, le 17 JAN. 1995  
N° 78/06-07

CRA 020,

20/4

Réf. N°:

Annexe:

Objet : Demande d'aide  
financière.

Monsieur le Chef de Mission des  
Nations Unies pour l'Assistance au  
RWANDA - KIGALI.

Monsieur le Chef de Mission,

Référence faite à notre entretien  
dans mon bureau, j'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir  
intervenir auprès de la Mission des Nations Unies pour l'Assistance  
au Rwanda pour obtenir en faveur du Ministère de la Justice une aide  
financière qui lui permettra de payer les salaires des magistrats et  
des inspecteurs de Police Judiciaire à recruter.

En effet, Monsieur le Chef de Mission,  
le Ministère de la Justice doit relancer les activités des services  
judiciaires qui ont été arrêtées suite à la guerre que le Rwanda vient  
de connaître. A ce titre, il faudra recruter 43 magistrats de la Cour  
Suprême avec cinq sections (Cour de Cassation, Conseil d'Etat,  
Cour Constitutionnelle, Cour des Comptes et le Département des Cours et  
Tribunaux) et son Parquet Général, 50 magistrats des quatre Cours  
d'Appel et de leurs quatre Parquets Généraux, 324 magistrats des  
Tribunaux de Première Instance et des Parquets de la République y  
attachés, 425 magistrats des Tribunaux de Canton et 213 inspecteurs de  
Police Judiciaire devant oeuvrer aux côtés des Officiers du Ministère  
Public.

J'annexe à la présente une note  
explicative.

Aussi et puisque plusieurs suspects  
ont été appréhendés sans dossiers et sans respecter les procédures,  
nous avons institué une commission pour enquêter sur ces faits et  
les innocents et éviter de nouvelles violations.

Nous sollicitons donc de votre bienveillance l'appui matériel et logistique de la civilpol à cette opération que nous estimons très urgente vu la capacité d'accueil de nos établissements pénitentiaires.

Avec l'espoir que cette demande trouvera une suite qu'elle mérite, je vous saurais infiniment gré, Monsieur le Chef de Mission, de bien accepter l'expression de ma profonde gratitude.

NKUBITO Alphonse Marie,  
Ministre de la Justice.



Copie pour information à :

- Son Excellence Monsieur le  
Président de la République  
KIGALI.
- Son Excellence Monsieur le  
Premier Ministre  
KIGALI.
- Monsieur le Ministre des Affaires  
Etrangères et de la Coopération  
KIGALI.
- Monsieur le Ministre de la Défense  
KIGALI.

DEMANDE D'APPUI AU MINISTÈRE EN MATIÈRE DES SALAIRES  
DU PERSONNEL JUDICIAIRES

CRN 020

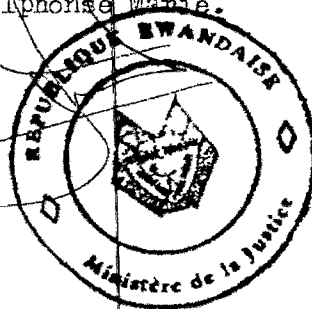
Yofy



Afin de refaire fonctionner l'appareil judiciaire au RWANDA, une aide financière pour l'achat du matériel et le paiement des salaires du personnel à recruter s'avère nécessaire et urgente. Conformément à la loi fondamentale, il faut installer la Cour Suprême et ses différents services. Concernant le matériel, un autre document détaillant les besoins a été préparé. Quant au personnel, nous comptons actuellement 7 magistrats seulement de la Cour de Cassation, du Conseil d'Etat et de la Cour des Comptes. Avec la création de la Cour Suprême et ses cinq sections à savoir: La Cour Constitutionnelle, La Cour de Cassation, le Conseil d'Etat, la Cour des Comptes et le département des cours et tribunaux, les magistrats ne seront pas en dessous de 44.

Au 31 mars 1994, les cours, tribunaux et parquets du pays, la situation du personnel (magistrats) montrait qu'il y avait 785 magistrats tandis qu'actuellement, nous n'avons que 114. Le nombre d'inspecteurs de police judiciaire pour tous les 5 parquets (parquet général près la Cour de Cassation et 4 parquets généraux des cours d'appel (KIGALI, NYABISINDU, CYANGUGU, RUHENGURI), et les 12 parquets de la République (KIGALI, RUSHASHI, NYAMATA, GITARAMA, BUTARE, GIKONGORO, CYANGUGU, KIBUYE, GISENYI, RUHENGURI, BYUMBA, KIBUNGO) s'élevait à 235 au 15 octobre 1994, il s'est présenté uniquement 22 IPJ. Nous nous proposons de recruter 343 IPJ, un IPJ par commune (145) et 16 par parquet de la République. Ce nombre permettrait au système de la Police de refonctionner, Ceci est impérieux pour pouvoir restaurer la sécurité des biens et des personnes. De même, il faudrait recruter 369 greffiers, 126 secrétaires, 276 dactylographes et 413 plantons et veilleurs (pour tous les services judiciaires). Globalement, le paiement des salaires mensuels de ce personnel se chiffre à 48.453.511 Frs. soit 358.000\$.

Le Ministre de la Justice,  
ITURITO Alphonse Marie.





994-09-30 03:24 5602

UNITED NATIONS HQS NEW YORK 002 P

CNR 585 P1/3

OUTGOING CODE CABLE

TO: KHAN, UNAMIR, KIGALI  
FROM: ANNAN, UNATIONS, NEW YORK  
DATE: 29 September 1994  
NUMBER: UNAMIR: 3175

SUBJECT: Letter from President Bizimungu

... Please find attached, for your information, a self-explanatory letter addressed to the Secretary-General by President Bizimungu. Regards.

② Noted  
JLFC  
30 Sep 94

UNITED NATIONS HQS NEW YORK 002 P01  
 NU. 302 W01  
 50 77100- Sep. 28 1974 8:35PM F01  
 CNR 585 P2/3

PHONE No. : 250 77100-

SEP 28 1974 8:35PM FOI  
CNR 585 P2/3



PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE  
CABINET DU PRESIDENT

RECEIVED  
29 1994  
9418279  
EXECUTIVE OFFICE  
OF THE SECRETARY GENERAL

ON

SECRET  
ROUTROS ROUTROS CHALI  
SECRETARY GENERAL  
UNITED NATIONS  
NEW YORK

Yours Excellency.

Re : Unfounded reports on Rwanda emanating from the United Nations System

During the last couple of days, there have been some very serious and unfounded allegations in the international press regarding the situation in my country. These most serious, irresponsible and wild allegations are even more of concern to my Government because the United Nations High Commission for Refugees is at the centre of it all. The purpose of my writing to you therefore is to formally express the disappointment of my Government in some activities of the UNHCR, and more particularly in the so-called investigations on the repatriation of Rwandese refugees.

On the 21st September 1994, our Prime Minister received the UN Under-Secretary General Mr KOFFI ANNAN. In their discussions, Mr Annan, mentioned that he had been mandated to express your concern about a report circulating in UNHCR circles alleging that there had occurred systematic massacres in one region of Rwanda during the months of August and September 1994. Characteristic of my Government's policy of transparency, the Prime Minister assigned a team of Government Ministers and Senior Security Officers to carry out a thorough investigation, alongside representatives of UNAMIR, on the verbal allegations of the findings of the UNHCR team.

On checking some of the places mentioned in UNHCR uncorroborated report, they found that the claims of fresh mass graves were unfounded. The only mass graves found were those that date back to the genocide carried out by the Interahamwe of the previous regime.

IK  
 cc Annan ✓  
 or could be  
 JCA/AS  
 HA  
 KM

CYCY \*\*  
30 03:25 5602  
29/94 09:20

UNITED NATIONS HQS NEW YORK 002

PHONE No. : 258 77100

CNR 585 NU. 382 P3/3 Dde  
Sep. 28 1994 8:36PM P02

It is therefore only out of bad faith for the report to want to attribute these to acts of our Government.

Our primary concerns can be summed up as follows :


1. That UN agency, which has always benefited from a full cooperation of my Government, should find it fit to deliberately leak damaging and false information, without even having the courtesy of giving us a copy of the "report". I have made a formal request for us to receive a copy, but to-date we have no reaction from UNHCR.
2. The negative effect that this kind of misinformation might have on our repatriation efforts, is being fuelled by the very agency on whom the refugees would have relied for the repatriation. In a meeting I had with the UNHCR representatives, I challenged them to come with the International Observers and prove their allegations.
3. This is not the first time that the UNHCR Officials have made claims or statements that are meant to cause scare and fear in the refugee camps. We are also aware that the very same structures, with the leadership that organised the genocide, are being re-instated by UNHCR in refugee camps. The UNHCR Officials have been duly informed of the likely consequences.
4. This type of working method is putting at stake the credibility of the UN in general, and UNAMIR in particular. My Government is on record as having done all in its power to facilitate the work of UNAMIR, such as authorizing them to deploy its forces all over our country. It is inconceivable therefore that such acts as those alleged in the UNHCR report could have occurred without their being known to UNAMIR, or for that matter other agents of the international community operating in Rwanda.

Mr Secretary General,

I wish to formally implore you to continue in your untiring efforts to ensure that the UN system serves its member-states with a sole aim of promoting peace, stability and development. To this end, I am convinced that in your usual dedication to the principles of the United Nations you will ensure that UN agencies keep their expected sense of fairness and commitment to the truth. I look forward to discuss the matter with you further when I visit the United Nations shortly.

Please, accept your Excellency the assurances of my highest consideration.

Kigali, 27/09/1994.

  
Paul Kagame  
President  
Republic of Rwanda